

Libres, au risque de l'arbitraire ?

par Julien Le Mauff

La liberté que nous invoquons résulte-t-elle du rejet d'un idéal plus exigeant ? Soutenant l'idée que l'indépendance face au pouvoir a cédé la place à une liberté conçue comme simple absence d'entraves, Quentin Skinner identifie une mutation à la racine du discours libéral.

À propos de : Quentin Skinner, *Liberty as Independence. The Making and Unmaking of a Political Ideal*, Cambridge, Cambridge University Press, 2025, 332 p., 35 £.

Liberté positive contre liberté négative, liberté des Anciens contre liberté des modernes... L'idée d'une définition du concept de liberté particulière à la modernité a déjà convaincu nombre d'auteurs, qui font le plus souvent écho à Benjamin Constant et à son célèbre discours de 1819. Celui-ci mettait en avant une tension constitutive entre indépendance individuelle et participation politique¹. Révisant cette distinction pour l'actualiser, Isaiah Berlin² (se référant lui-même à Kant), John Pocock³ ou Philip Pettit⁴ ont quant à eux affirmé la spécificité d'une définition républicaine de la liberté, attachée au statut de l'individu, à sa non-sujétion comme citoyen, pour la distinguer d'une vision libérale de la liberté comme possibilité de se réaliser pleinement – et

¹ Benjamin Constant, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*, 1819.

² Isaiah Berlin, *Éloge de la liberté* [1969], trad. J. Carnaud et J. Lahana, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

³ John Pocock, *Le Moment machiavélien. La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique* [1975], trad. Luc Borot, Paris, Puf, 1997.

⁴ Philip Pettit, *Républicanisme. Une théorie de la liberté et du gouvernement* [1997], trad. P. Savidan et J.-F. Spitz, Paris, Gallimard, 2004.

politiquement – sans rencontrer d’obstacle. Ayant lui-même placé la liberté au cœur de son approche de l’histoire de la pensée républicaine, Quentin Skinner entreprend à son tour de reformuler cette opposition à partir des Lumières anglaises.

En tant qu’historien des idées politiques, Quentin Skinner – fondateur, avec John Dunn, John Pocock et quelques autres de l’école contextualiste (dite « de Cambridge ») – occupe une place toute particulière à cet égard. En historien du républicanisme, et en républicain lui-même, il a toujours considéré la notion de liberté comme un élément central de la pensée républicaine. Déjà, dans l’un de ses tout premiers articles, publié en 1965, Skinner se penchait sur les conceptions idéologiques et la relecture historique propre aux révolutionnaires anglais du XVII^e siècle⁵. Quand le parti *whig* (les libéraux anti-absolutistes, au centre de la *Glorious Revolution* de 1688) affirme que les libertés (notamment parlementaires) remontent à l’ère des Saxons, ses opposants, comme David Hume, considèrent à l’inverse que l’état primitif des « nations barbares » est incompatible avec la garantie des droits et libertés.

Comme le note Skinner, en filigrane de cette controverse historique s’affrontent deux conceptions radicalement opposées de la liberté et de ce qui la fonde. L’ancrage jusnaturaliste des *whigs* contraste avec le rationalisme historique et le positivisme juridique propres à Hume. Pour celui-ci en effet, les libertés ne sont rendues possibles que par l’existence préalable d’un pouvoir souverain apte à les protéger, ce qui fait écho à Hobbes et au propos du *Leviathan* de 1651, qui avance le caractère fondateur d’un contrat social garantissant la sécurité, condition de toute liberté.

La liberté et son double

Ces intuitions de jeunesse apparaissent, cette fois de manière centrale, comme le nœud du propos tenu par Quentin Skinner dans son nouvel ouvrage, *Liberty as Independence*. Centrée sur le concept de liberté, l’étude part en effet d’une distinction aux implications majeures dans le paysage philosophique et politique de la modernité britannique. Selon une première définition, placée au centre la Révolution de 1688 et de la Déclaration anglaise des droits de 1689, la liberté est comprise comme l’état de celui qui n’est pas soumis à l’exercice d’un pouvoir arbitraire, comme non-servitude : la « liberté comme indépendance ». Or, au cours du XVIII^e siècle, pour Skinner, une

⁵ Quentin Skinner, « History and Ideology in the English Revolution », *The Historical Journal*, vol. 8, n° 2, 1965, p. 151-178.

nouvelle conception de la liberté prend son essor, jusqu'à balayer la première, correspondant à l'état de celui qui n'est pas retenu dans ses actes, dont la volonté n'est pas restreinte dans son exercice : une liberté conçue comme « non interférence ». Conçue comme découlant d'un état de non-soumission dans le contexte révolutionnaire, la liberté est ainsi redéfinie de façon primordiale à partir de l'acte même et de sa capacité à se déployer sans obstacle.

Afin de mettre en évidence l'importance de cette mutation, et de mieux situer historiquement le moment où se formalise cette opposition entre « liberté comme indépendance » et « liberté comme absence de contrainte », Quentin Skinner remonte une nouvelle fois à la pensée anglaise du XVII^e siècle et à l'appareil intellectuel *whig*, avec la volonté affichée de « saisir ce qu'implique l'assertion que la liberté peut être assimilée à l'indépendance » (p. 3), tout en affirmant le potentiel politique de la liberté-indépendance pour les sociétés contemporaines.

La liberté contre la tyrannie

Or, cette étude centrée sur le contexte anglais de la première modernité répond d'une certaine manière aux critiques qui ont pu viser Skinner et l'ensemble de l'école contextualiste, pour souligner une insuffisante attention à la mobilité des concepts, aux changements et désaccords dans leurs définitions, et au caractère réifiant d'un « grand récit » agrégeant des auteurs en niant leurs spécificités, et faisant l'histoire de notions à la définition trop lâche et finalement déshistoricisée, contre les principes contextualistes censés le guider⁶.

Certes, les pages tentant d'établir un lien continu avec « la » conception romaine de la liberté, à partir de Cicéron, Tite-Live, Salluste et Tacite, restent sujettes à discussion⁷. En revanche, l'évocation par Skinner de penseurs italiens de la Renaissance tels que Francesco Patrizi, Gasparo Contarini, ou Machiavel, se concentre

⁶ Voir en particulier : Gianluca Pedullà, « Humanist Republicanism: Towards a New Paradigm », *History of Political Thought*, vol. 41, n° 1, 2020, p. 43-95. Également, sur la notion de « liberté républicaine », Janet Coleman, *A History of Political Thought. From the Middle Ages to the Renaissance*, Oxford, Blackwell, 2000, p. 205.

⁷ De même, on peut regretter que soit à peu près absente la riche bibliographie non anglophone sur l'évolution des conceptions de la liberté (de la condition libre ou du privilège juridique jusqu'au libre arbitre) à partir de la fin du Moyen Âge – on pense aux travaux d'Olivier Boulnois, Cyrille Michon, Jean-Fabien Spitz (cité une fois), Maurizio Viroli ou Andrea Zorzi...

sur la réception de leurs idées en Angleterre. Dès lors, le contexte révolutionnaire montre la diffusion de l'équivalence entre liberté et indépendance, dans des écrits marqués par la rhétorique anti-tyrannique, et sous la plume d'auteurs tels que John Milton ou John Locke, opposant la condition de l'homme libre et celle de l'esclave, placé « sous le pouvoir arbitraire absolu d'un autre » (p. 53).

Après l'installation d'une majorité *whig* au Parlement à partir de 1715, le royaume voit un double mouvement de diffusion de cette liberté-indépendance, mais aussi de négociation autour de sa portée politique réelle, et de ses implications en termes de participation au gouvernement. Tout en louant le modèle politique propre à l'Angleterre et « l'esprit de liberté » caractéristique de son peuple (p. 107), le parti *whig* se trouve confronté à sa propre « incapacité à reconnaître la persistance de l'esclavage » dans les colonies (p. 120), et à répondre aux revendications en faveur de l'égalité civique pour les femmes, portées par divers traités anonymes, et par une figure telle que Mary Astell, autrice de fameuses *Réflexions sur le mariage*. La persistance même de ces injustices discrédite la rhétorique *whig* sur la liberté-indépendance et l'esprit de liberté britannique, balayée par une littérature critique abondante et parfois populaire, comme le roman d'Henry Fielding, *Tom Jones*, publié avec grand succès en 1749 (p. 135-140).

Situer la liberté sous la souveraineté

Le régime *whig* se trouve finalement confronté avec force aux arguments révolutionnaires dans les possessions américaines, et à leurs plus célèbres itérations chez Samuel Adams, Thomas Jefferson ou Thomas Paine, qui retournent la logique de la liberté-indépendance contre l'impérialisme de la couronne britannique et pour le droit à se gouverner. Celui-ci est affirmé dans la Déclaration d'indépendance américaine du 4 juillet 1776, qui repose sur la nécessité du consentement des gouvernés, et le droit de ceux-ci à abolir les gouvernements injustes ou arbitraires (p. 153-170).

L'indépendance américaine apparaît, dans le récit de Skinner, comme la source d'une « réaction contre-révolutionnaire » britannique (p. 173), faisant place à la réception de la pensée absolutiste continentale, elle-même influencée par Hobbes. Les anti-monarchomaques français, ou encore des penseurs comme Hugo Grotius ou Samuel von Pufendorf, participent à la reformulation d'une liberté qui ne peut être

conçue comme droit inaliénable, mais au contraire s'ancre dans une aliénation originelle : le renoncement à l'indépendance. Alors, seulement, les individus peuvent bénéficier de droits garantis par l'autorité à laquelle ils se soumettent, et dont les trois premiers sont, selon le juriste anglais William Blackstone « le droit à la sécurité, le droit à la liberté personnelle et le droit à la propriété privée » (p. 196). Ainsi affirmée, la liberté comme « non interférence » s'oppose à la liberté naturelle, remplacée par une « création nouvelle » dont l'étendue est déterminée par la loi. Intégralement positiviste, cette logique est résumée par l'historien et pionnier des théories économiques Thomas Mortimer : « Tout ce que la loi ne défend pas est autorisé, et c'est sur cette permission que sont construits les droits des individus dans tout État » – et partant, souligne Skinner, l'étendue de leur liberté (p. 197).

Liberté républicaine contre liberté libérale

Une telle distinction entre deux définitions jugées incompatibles de la liberté, ainsi dramatisée autour d'un basculement unique, comporte quelques limites, dès lors que l'on se penche sur leur insertion dans des logiques concurrentes, l'une absolutiste, et l'autre républicaine. L'ancrage hobbesien, à lui seul, montre bien la coexistence de ces approches dans un paysage intellectuel qui, britannique comme européen et au-delà, se caractérise par sa diversité et par les reconfigurations permanentes autour de concepts tels que la liberté. On peut regretter en particulier qu'à deux reprises (p. 189 et 197), Quentin Skinner cite Montesquieu comme une source majeure de cette opposition à la liberté-indépendance (bien que de façon indirecte, par l'intermédiaire de Jean-Jacques Burlamaqui dont les *Principes du droit politique* sont traduits et publiés à Londres en 1752)⁸. Cette relecture aurait mérité quelques nuances, à l'image de celle proposée par Bernard Manin, et de son rappel salutaire de la manière dont Montesquieu conçoit lui-même la sûreté, aussi, comme une protection contre l'arbitraire des gouvernants.

Nourri par une profusion d'écrits donnant une image vivante des débats et controverses dans le paysage des Lumières anglaises, le propos met enfin en évidence la manière dont la Révolution française réaffirme à son tour l'idéal de liberté-indépendance. Ce renouveau de la liberté républicaine sous l'influence des

⁸ Cette interprétation épouse assez étroitement celle développée par Thomas Pangle dans *Montesquieu's Philosophy of Liberalism: A Commentary on the Spirit of the Laws* (Chicago, Chicago University Press, 1973), que Skinner ne cite pas toutefois.

événements sur le continent renforce cependant aussi ses adversaires britanniques, qui visent notamment Thomas Paine, ou encore les écrits de Catherine Macaulay et Mary Wollstonecraft en faveur du droit des femmes à l'éducation et à la représentation politique.

Certes, la réaffirmation de ce clivage avec la « liberté-indépendance » n'apparaît peut-être pas aussi politiquement féconde aujourd'hui que semble le croire l'auteur en conclusion. Cependant, la logique de la « liberté comme non interférence » paraît bien favoriser, en fin de compte, la cristallisation d'une pensée libérale axée sur « l'absence d'obstacles extérieurs au mouvement », selon les mots de Hobbes, d'une proximité frappante avec les principes libéraux édictés par John Stuart Mill, Herbert Spencer ou Henry Sidgwick – une conception de la liberté dont on ne peut que constater avec Quentin Skinner qu'elle « continue très largement à dominer le débat » (p. 275).

Publié dans lavedesidees.fr, le 4 février 2026.